

« Déclaration d'Aveiro » - La force du public : ensemble on fait école avec les personnels de soutien à l'éducation !

**2^{ème} conférence mondiale de l'Internationale de l'Éducation sur les PSE,
« Consolider le pouvoir syndical : Défendre les droits et le statut
des personnels de soutien à l'éducation »**

18 mai 2023 ; Aveiro, Portugal

Reconnaissant l'importante contribution des personnels de soutien à l'éducation à l'instauration d'une éducation équitable, inclusive et de qualité pour toutes et tous et au développement de l'élève dans sa globalité ;

Reconnaissant en outre le rôle des personnels de soutien à l'éducation dans l'apprentissage, le bien-être et la sécurité des élèves pendant la fermeture des écoles et des établissements d'enseignement en raison de la pandémie de COVID-19 et au cours du processus de rétablissement qui a suivi la pandémie ;

Réaffirmant la vision exposée dans la Déclaration de l'Internationale de l'Éducation sur les droits et le statut des personnels de soutien à l'éducation ;

Affirmant le pouvoir des syndicats à militer en faveur de l'amélioration des conditions de travail et d'emploi des personnels de soutien à l'éducation ;

Notant toutefois que 85 pour cent de la population mondiale sera soumise à des mesures d'austérité draconiennes d'ici la fin de 2023 et que cette tendance est susceptible de se prolonger au moins jusqu'en 2025 si les gouvernements ne prennent pas des mesures énergiques¹ ;

Préoccupée par le fait que le financement de l'éducation stagne ou diminue malgré la nécessité d'une reprise post-pandémique dans le secteur, 41 pour cent des pays ayant réduit les dépenses d'éducation en 2020, et les pays à faible revenu réduisant à nouveau les dépenses en 2022² ;

Observant que la baisse des budgets de l'éducation exerce une incidence sur la sécurité des emplois, les droits, le bien-être et les conditions d'emploi des personnels de soutien à l'éducation ;

¹ [End Austerity - Eurodad](#)

² [2022 Education Finance Watch | Global Education Monitoring Report \(Rapport mondial de suivi sur l'éducation, unesco.org\)](#)

Observant en outre que l'insuffisance du financement de l'éducation peut conduire à une privatisation et à une externalisation accrues des fonctions assurées par les personnels de soutien à l'éducation ;

Notant que les personnels de soutien à l'éducation perçoivent souvent de maigres salaires et que la crise du coût de la vie a aggravé les conditions de vie de ces personnels ;

Notant en outre que de nombreuses fonctions assurées par les personnels de soutien à l'éducation sont des professions majoritairement féminisées et qu'il est nécessaire de leur assurer des conditions de travail de qualité pour instaurer l'égalité entre les femmes et les hommes ;

Consciente que la numérisation et le changement climatique posent de nouveaux défis et des réalités nouvelles pour les personnels de soutien à l'éducation ;

Alarmée par la prévalence persistante des signalements de violence et de harcèlement, notamment la violence et le harcèlement fondés sur le genre, à l'encontre des personnels de soutien à l'éducation ;

La deuxième Conférence mondiale des personnels de soutien à l'éducation de l'Internationale de l'Éducation³ appelle les gouvernements à :

- Augmenter d'urgence les investissements dans l'éducation publique conformément aux objectifs internationaux et à l'appel à l'action sur le financement de l'éducation du Sommet sur la transformation de l'éducation ;
- Investir afin de disposer d'effectifs suffisants de personnels de soutien à l'éducation formés et qualifiés, bénéficiant de conditions de travail de qualité, de salaires permettant de vivre dignement et de parcours professionnels de qualité ;
- Offrir aux personnels de soutien à l'éducation une formation de qualité et des possibilités de formation professionnelle gratuites répondant à leurs besoins ;
- Augmenter l'attrait des carrières des personnels de soutien à l'éducation ;
- Prendre des mesures concrètes pour améliorer la condition des personnels de soutien à l'éducation et faire en sorte qu'ils soient reconnus comme faisant partie de la communauté éducative;
- Garantir l'équité salariale ;
- Stopper et inverser la privatisation de l'éducation et la sous-traitance des fonctions des personnels de soutien à l'éducation ;
- Veiller à ce que les personnels de soutien à l'éducation bénéficient de contrats de travail non précaires et aient accès à des emplois à temps complet ;
- Ratifier et mettre en œuvre la Convention n° 190 afin de garantir que les personnels de soutien à l'éducation soient protégés de toutes les formes de violence, notamment la violence fondée sur le genre sur le lieu de travail ;

³ [Déclaration relative aux droits et au statut des personnels de soutien à l'éducation \(ei-ie.org\)](https://www.un.org/fr/education/2021/05/12/declaration-sur-les-droits-et-le-statut-des-personnels-de-soutien-a-l-education)

- Assurer une transition juste dans le secteur de l'éducation en garantissant la sécurité et les droits du travail des personnels de soutien à l'éducation dans le contexte de l'aggravation des conséquences de la crise climatique ;
- Collaborer avec les personnels de soutien à l'éducation et leurs syndicats en vue de déterminer comment les technologies de l'information peuvent les aider dans leur travail et fournir une formation de qualité sur les moyens de les utiliser efficacement ;
- Respecter le droit du travail pour les personnels de soutien à l'éducation et leur droit à la syndicalisation ;
- Respecter les droits syndicaux, en particulier la liberté d'association, le droit à la négociation collective et à la grève, et à entamer un dialogue social constructif avec les organisations représentant les personnels de soutien à l'éducation.

Elle encourage en outre les syndicats de l'éducation à :

- Continuer de défendre la mise en œuvre à l'échelle mondiale de la Déclaration de l'Internationale de l'Éducation sur les droits et la condition des personnels de soutien à l'éducation ;
- Appeler à une augmentation du financement de l'éducation au niveau national et international et à un financement spécifique des personnels de soutien à l'éducation dans le cadre de la campagne de l'Internationale de l'Éducation « La force du public : ensemble on fait école ! »
- Renforcer les syndicats pour défendre les droits et la condition des personnels de soutien à l'éducation en recrutant de nouveaux membres.
- Encourager les représentant·e·s des personnels de soutien à l'éducation et des enseignant·e·s à se soutenir mutuellement et à travailler main dans la main à la défense de droits collectifs et de valeurs communes.